

MIEUX

Étude de cas

Malawi (2014-2016)

Financé par
l'Union Européenne



Mis en oeuvre par
ICMPD



ICMPD

International Centre for
Migration Policy Development

Comment lire cette étude de cas?

Domaines thématiques



Migration et
développement



Migration légale
et mobilité



Migration irrégulière
et traite des personnes



Protection internationale
et politique d'asile



Interventions
horizontales

Les dix particularités d'une bonne pratique dans le cadre des Actions MIEUX

- 1 L'Action doit faire l'objet d'une appropriation de la part du pays partenaire
- 2 L'Action doit être un vecteur d'innovation dans son contexte
- 3 L'Action doit pouvoir être reproduite
- 4 L'Action doit produire des résultats tangibles
- 5 L'Action doit être approuvée à un niveau élevé
- 6 L'Action doit s'intégrer aux priorités existantes
- 7 L'Action doit s'appuyer sur les niveaux d'expérience les plus élevés
- 8 L'Action doit présenter une complémentarité et des synergies avec d'autres initiatives
- 9 L'Action doit apporter une valeur ajoutée de l'UE
- 10 L'Action doit servir de catalyseur d'acquisition de connaissances via l'échange d'expériences

NOUVELLE POLITIQUE NATIONALE D'ENGAGEMENT DE LA DIASPORA

Malawi (2014-2016)

L'Unité en charge des Affaires de la diaspora du Malawi a demandé l'aide de MIEUX en vue de formuler une politique pour guider et structurer ses relations avec les communautés de la diaspora malawienne à l'étranger. L'Action a permis à l'autorité partenaire de renforcer sa relation avec ses citoyens et de concevoir une politique qui répond à leurs besoins tout en servant d'autres processus d'élaboration de politiques en cours.

Contexte

L'ampleur de la contribution potentielle de la diaspora malawienne au développement socio-économique du pays a fait comprendre au gouvernement l'importance d'un engagement systématique avec les communautés de la diaspora. Cette prise de conscience a favorisé la création de mécanismes structurés visant à gérer les relations avec les Malawiens de l'étranger et à tirer parti des compétences et des ressources des migrants. C'est pourquoi, le gouvernement a mis en place en 2012 une Unité des Affaires de la diaspora (DAU) au sein du ministère des Affaires étrangères, puis a sollicité MIEUX pour renforcer les capacités de celle-ci et soutenir l'élaboration de sa Politique d'engagement de la diaspora, devant guider toute action future dans ce domaine.

Concept d'Action

L'Action s'est articulée autour d'ateliers thématiques visant à renforcer les capacités en matière de relations avec la diaspora, de sessions, de formulation et de visites d'étude en Éthiopie et en Irlande pour l'échange d'expériences.

- 1 L'appropriation par le pays partenaire doit être réelle
- 4 Les actions doivent produire des résultats tangibles
- 5 Les actions doivent être approuvées à un niveau élevé

PARTICULARITÉS
MIEUX



- Lors de la mission exploratoire, 20 réunions de haut niveau ont été organisées à Lilongwe et Blantyre avec des institutions directement ou indirectement impliquées dans les activités liées à la diaspora, notamment les ministères des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, des Finances, de la Planification et du Développement économiques, de la Justice et Affaires constitutionnelles, du Travail mais aussi le Département de l'immigration, la Banque centrale, le Bureau du Président et le Cabinet du Premier Ministre. Elles ont fourni aux experts un aperçu réaliste de la situation, des attentes diverses et permis d'établir une feuille de route cohérente pour les futures étapes de l'Action.
- Les ateliers thématiques organisés ensuite avaient pour objectifs de renforcer les connaissances des participants et de contribuer progressivement au travail de formulation de la politique sur la diaspora. Après une cartographie et un exercice d'engagement des parties prenantes, plusieurs présentations ont été organisées, notamment sur le rôle de la diplomatie et des ambassades dans les relations avec la diaspora, les incitations à l'investissement et les droits politiques des membres de la diaspora.
- Les visites d'étude en Éthiopie et en Irlande ont été conçues comme des occasions d'apprendre mais aussi de consulter la diaspora. Les délégués de la DAU ont pu découvrir les pratiques mises en place par leurs pairs éthiopiens et irlandais tout en tissant des liens avec les importantes communautés malawiennes présentes dans les deux pays.
- Le projet de politique a été présenté lors du dernier atelier. En plus d'élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre de la future politique, cet événement avait aussi pour objectif de nouer des liens et de promouvoir le texte auprès des autres organisations partenaires.

Pratiques

- **Marketing social et image nationale** : Les experts éthiopiens et irlandais ont insisté sur l'importance de créer une image positive du pays et de recourir à des techniques de marketing social pour encourager la diaspora à investir. Ils ont aussi recommandé de choisir quelques Malawiens éminents dans leur domaine pour jouer le rôle d'« ambassadeurs ».
- **Consultations avec les communautés de la diaspora dans plusieurs pays** : Le profil des communautés malawiennes d'Europe est différent de celui des groupes présents en Éthiopie. Les premières se composent d'une population active qui envoie des fonds et des ressources au Malawi tandis que les seconds sont en grande majorité des individus en poste dans des organisations internationales à Addis Ababa, plus susceptibles de rentrer au pays à la fin de leur carrière professionnelle. Les deux groupes ont donc des besoins différents en termes de double nationalité, de perspectives d'investissement à court terme et de services une fois de retour au Malawi. Ce constat a permis à la DAU de mieux cerner ses diasporas, de récolter des informations et, donc, de mieux cibler le processus de formulation de la politique.

- **Coopération triangulaire** : L'Éthiopie fait figure de modèle régional en matière de mobilisation de sa diaspora à des fins d'investissement. L'expérience significative de l'Irlande en la matière qui combine institutions publiques/privées et acteurs de la société civile a été une étude de cas très instructive pour le gouvernement malawien.

Impact

La grande volonté politique du gouvernement de faire aboutir ce processus a permis une coopération inter-agences accrue et une participation active de la part de tous les acteurs. Certains éléments de la politique ont d'ailleurs été mis en œuvre par les missions diplomatiques malawiennes à l'étranger avant l'adoption définitive du texte en février 2019.

- **Mobilisation de la diaspora** : Cet exercice a donné à la DAU l'occasion d'inclure des acteurs fondamentaux dans son réseau, d'abord via le travail de diffusion réalisé au sein des ambassades et, ensuite, lors des tables rondes avec les diasporas en Éthiopie et en Irlande. Ces liens renforcés vont permettre au Malawi de poursuivre son travail de mobilisation, d'élargir encore son réseau et de faire connaître sa politique à un public de plus en plus large. L'effet d'entraînement enclenché en associant les organisations de la diaspora au processus et la publicité faite autour de la politique ont été très bénéfiques pour l'acceptation, l'adhésion et la future adoption de cette politique comme pour sa mise en œuvre.
- **Élargir le réseau aux acteurs internationaux** : Dans le même temps, la DAU a pu nouer des contacts avec plusieurs organisations internationales actives dans ce domaine : notamment la Direction des citoyens et de la diaspora (CIDO) de l'Union africaine et des organisations irlandaises. Toutes ont exprimé le souhait de rester en contact et d'être tenues informées de l'avancée de la politique dans l'optique d'une éventuelle collaboration sur des projets futurs.
- **Adaptation au contexte local** : Les sessions avec les experts et d'autres institutions participantes ont permis à la DAU de définir sa propre méthodologie en matière de formulation de politique, adaptée au contexte. Pour des questions de budget, la rédaction de la politique a été confiée à un seul membre de la DAU qui consultait tous azimuts les autres institutions et les membres de la diaspora et pouvait faire appel à MIEUX par courriel et durant les ateliers. Les échanges électroniques offrent une approche pratique pour les pays qui n'ont pas les moyens d'organiser des séances de rédaction à intervalles réguliers. Le groupe central d'institutions impliqué dans les activités MIEUX a été étroitement associé au processus de formulation de la politique et est donc tout à fait capable de transposer la méthodologie suivie à de futurs exercices, dans d'autres contextes. Notons que la DAU a jugé nécessaire d'impliquer un grand nombre d'acteurs dans les travaux de rédaction afin de garantir la transparence et l'inclusion du processus.

- **Cohérence politique :** Le ministère des Affaires étrangères a décidé d'attendre la finalisation de la nouvelle politique étrangère du Malawi avant d'adopter la politique d'engagement de la diaspora élaborée dans le cadre de l'Action MIEUX, eu égard à leur complémentarité directe et, par conséquent, à leur nécessaire cohérence.
- La politique a finalement été adoptée officiellement début 2019 mais sa mise en œuvre avait déjà commencé dans les ambassades, beaucoup plus proactives vis-à-vis de leurs diasporas.
- La mise en œuvre de la politique prévoit plusieurs mesures à long terme, dont la création d'un conseil national de la diaspora appelé à jouer un rôle consultatif auprès du gouvernement sur toutes les questions relatives aux Malawiens de l'étranger.

Enseignements

- **Socle de connaissances sur l'élaboration de politiques et le cycle politique :** Un projet de renforcement des capacités qui inclut la formulation de stratégies doit toujours prévoir parmi ses activités des sessions consacrées à la méthodologie du cycle politique. En effet, les notions de politique et de stratégie peuvent parfois sembler vagues, les participants ne maîtrisant pas toujours toutes les actions à prévoir.
- **Une diaspora n'est pas homogène et peut donc avoir des besoins disparates :** Les politiques basées sur des faits exigent de bien comprendre les besoins des bénéficiaires. Les gouvernements qui souhaitent formuler des stratégies d'engagement doivent pouvoir en justifier les dispositions et, pour cela, doivent investir dans une cartographie et un profilage de leur diaspora afin d'intégrer la diversité des profils socio-économiques et la dimension de genre dans leurs analyses.
- **Cohérence politique :** L'intégration de certains aspects de l'engagement de la diaspora, comme la double nationalité, dans d'autres politiques sectorielles (dans ce cas, la politique étrangère du Malawi) garantit la cohérence politique et renforce l'adhésion des citoyens.



www.mieux-initiative.eu



Migration EU Expertise



@mieux_migration



mieuxmigration

Depuis son lancement en 2009, l'initiative Migration EU expertise (MIEUX) offre un cadre pour solliciter des activités de renforcement des capacités et l'expertise de l'UE, rendant possible le partage de connaissances et de pratiques entre pairs au niveau institutionnel, partout dans le monde.

L'adoption du Pacte mondial pour les migrations et la création du Réseau des Nations Unies sur les migrations ont coïncidé avec les dix ans de MIEUX. Pour marquer ces événements, MIEUX a entrepris une analyse fouillée de ses réalisations, de ses méthodologies et de ses pratiques.

Consécutif à plus de 100 interventions, ce rapport donne un petit aperçu de la vaste panoplie d'outils, de méthodologies et d'approches dont les gouvernements, et les praticiens dans la migration et le développement en général, peuvent s'inspirer et qu'ils peuvent utiliser pour promouvoir une architecture internationale coopérative et durable sur les migrations.